

Royaume du Maroc



Chef du Gouvernement

Agence Marocaine de Sûreté et de Sécurité
Nucléaires et Radiologiques



أمستور ٢٠١٥
AMSSNuR

Revue
de Presse

Année 2017

AVRIL

La coopération pour le développement de la sécurité nucléaire en Afrique est nécessaire pour faire face aux menaces terroristes (directeur de l'AMSSNuR)

Légion d'honneur pour Khammar Mrabit

MAI

Radiologie : les professionnels montent au créneau

JUILLET

Sécurité et sûreté nucléaires : le Maroc déploie sa stratégie à l'horizon 2021

SEPTEMBRE

قنبلة كوريا الشمالية" .. دول العالم تُغلي والمغرب يركن إلى الصمت"

OCTOBRE

Le Maroc et la Russie signent un accord de coopération militaire

Maroc : L'Agence de sécurité nucléaire tient son deuxième conseil d'administration

DECEMBRE

الأمّن الإشعاعي بالمغرب تحت المساءلة

La coopération pour le développement de la sécurité nucléaire en Afrique est nécessaire pour faire face aux menaces terroristes (directeur de l'AMSSNuR)



Rabat – La coopération régionale pour le développement de la sécurité nucléaire en Afrique est nécessaire pour faire face aux menaces terroristes et lutter contre tout usage malveillant des matières radioactives à l'échelle continentale, a affirmé, lundi à Rabat, le directeur de l'Agence marocaine de la sûreté et sécurité nucléaires et radiologiques (AMSSNuR), Khammar Mrabit

Légion d'honneur pour Khammar Mrabit



Le Marocain Khammar Mrabit a été élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur en France dans la promotion de Pâques. Cet expert de renommée internationale dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaires dirige actuellement l'AMSSNuR (Agence marocaine de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques). Il a passé près de trente ans à l'AIEA à Vienne en occupant plusieurs postes de responsabilité jusqu'à celui de directeur de la sécurité nucléaire. Par ailleurs, le DG d'Orange Maroc, Yves Gauthier, a également été décoré de la Légion d'honneur.

Radiologie : les professionnels montent au créneau



La **Fédération Nationale de Radiologie et d'Imagerie Médicale (FNRIM)** a tenu une Assemblée générale extraordinaire autour d'une situation illégale qui menace l'intégrité, la dignité, la qualité et le développement de l'exercice de cette spécialité médicale au Maroc, ainsi que la santé publique nationale, à savoir l'exercice de la radiologie et l'imagerie médicale par d'autres corps médicaux autres que les spécialités du domaine, prévient la Fédération.

La FNRIM dit s'indigner et dénonce vigoureusement ces pratiques tendancielles, surtout de la part des traumatologues, pneumologues, rhumatologues, ORL et dentistes. Elle précise que les radiologues ne peuvent exercer qu'après autorisation du Centre Nationale de Radioprotection (CNRP) et de l'Agence Marocaine de Sécurité et de Sûreté Nucléaire et Radiologique (AMSSNUR). La Fédération ajoute que ces spécialistes n'ont jamais obtenu ces autorisations mais font entrer

le matériel au Maroc par des circuits parallèles, parfois de manière non conforme aux lois sur le rayonnement. À cela s'ajoute la tendance des cliniques qui ne respectent pas les conventions signées avec le radiologue ayant installé la radiologie dans la clinique, déplore la même source.

La Fédération ajoute que cette situation est totalement illégale du fait qu'elle va à l'encontre des dispositions de la nouvelle loi n°131/13 du 19 février 2015 relative à l'exercice de la médecine, notamment en son article 26, prohibant aux médecins l'exercice de deux spécialités à la fois. La loi n°142/12 du 22 août 2014, relative à la sûreté et à la sécurité nucléaires et radiologiques, dans son article 101, limite également la pratique de la radiologie aux radiologues.

Pour rappel, la FNRIM a organisé le 10 décembre 2016 des Assises sous le thème de « La radiologie et de l'imagerie médicale : entre les lois régissant cette spécialité et la pratique quotidienne ». Le 06 mai 2017, la Société Marocaine de Radiologie (SMR) a organisé la 9ème Journée Panarabe, au cours de laquelle la « Charte Arab Safe » a été signée pour la protection contre le rayonnement. Cet événement, prévu initialement à Dubaï, a été finalement tenu à Marrakech, grâce à une importante diplomatie parallèle déployée par la SMR, conclut la FNRIM.

Sécurité et sûreté nucléaires : le Maroc déploie sa stratégie à l'horizon 2021



ÉCONOMIE

DEPUIS DÉBUT 2017, L'AMSSNUR A DÉLIVRÉ 300 AUTORISATIONS POUR DE GRANDS PROJETS DE CONCEPTION D'INSTALLATIONS MÉDICALES ET ORGANISÉ 30 RÉUNIONS AVEC LES OPÉRATEURS DU SECTEUR MÉDICAL, ACADÉMIQUE ET INDUSTRIEL.

Bien que le nucléaire soit limité au Maroc à certaines activités et installations dans les secteurs de la santé, l'industrie ou la recherche scientifique, les enjeux liés à la sécurité et la sûreté de cet usage -aussi minime soit-il par rapport à certains pays du nord- sont de taille. Dans ce sens, l'Agence marocaine de sécurité et de sûreté nucléaires et radiologiques (AMSSNuR) a commencé le déploiement de la stratégie pour la période 2017-2021. Cet organe a été créé courant 2016 -en vertu de la loi 142.12- pour remplir plusieurs fonctions dont entre autres la production des textes réglementaires et les prescriptions techniques nécessaires à leur mise en application ou la gestion du système de contrôle des activités et installations mettant en jeu des sources de rayonnements ionisants. « Parmi les réalisations au titre du premier semestre 2017, il y a lieu de noter l'initiation de la mise à niveau du cadre réglementaire national de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques. Ce chantier s'est caractérisé par la mise en place d'un comité regroupant une trentaine de départements, d'organismes publics concernés par la sûreté et la sécurité nucléaires et radiologiques ainsi que les organisations professionnelles. L'AMSSNuR a réuni ce comité à deux reprises pour l'adoption de la stratégie de mise à niveau du cadre réglementaire et la création des groupes de travail par thématique. Comme résultat de ce processus, une dizaine de textes

réglementaires seront prêts pour adoption en 2018 », précise son DG, Khammar Mrabit.

Pour chaque pratique et activité mettant en œuvre des sources de rayonnements ionisants, l'AMSSNuR établit des plans de vérification de la conformité tenant compte du risque afin d'assurer la surveillance réglementaire des activités autorisées et de déterminer les niveaux appropriés de surveillance et de contrôle réglementaires. Au cours de ce premier semestre, AMSSNuR a délivré plus de 300 autorisations, dont 7 grands projets de conception d'installations médicales (médecine nucléaire, radiothérapie et radiologie) et organisé environ 30 réunions avec les opérateurs des secteurs médical, industriel et de l'enseignement et recherche. «Quant aux programmes d'appui à l'Etat, portant notamment sur le système national de sécurité nucléaire, la mise en œuvre du traité de non-prolifération des armes nucléaires, le développement du plan national d'intervention d'urgence radiologique, la politique et la stratégie nationales de sûreté nucléaire et de gestion des déchets radioactifs et combustible usé, l'AMSSNuR a initié avec les départements concernés l'élaboration de textes et de documents réglementaire nécessaires à l'aboutissement de ces chantiers», poursuit le Dr Mrabit. Une première journée avec les acteurs du secteur a été organisée en février dernier.

Préparation des conditions nécessaires pour la ratification de la convention sur la sûreté nucléaire

Le volet de la coopération internationale n'est pas en reste. Plusieurs projets et événements ont été montés avec les partenaires africains et mondiaux. A la question de savoir si les conditions en termes de sécurité et de sûreté nucléaires sont réunies pour que le Royaume se lance dans l'électronucléaire, le patron de l'AMSSNuR précise que la préparation des prérequis va bon train. « Je voudrais rappeler que l'électronucléaire est considéré parmi les options alternatives à long terme dans la stratégie énergétique nationale adoptée, en 2009, par le ministère de l'énergie, des mines et du développement durable (MEMDD) », précise-t-il. Dans ce cadre, poursuit le Dr Mrabit, « le comité ministériel de réflexion sur l'électronucléaire et le dessalement de l'eau de mer par voie nucléaire (CRED) a procédé en 2014 à une évaluation des capacités nationales pour, le cas échéant et une fois la décision politique prise, se lancer dans un programme électronucléaire ». Il indique que ce programme a été revu en 2015 par une mission d'experts de l'AIEA (NDLR : organisme onusien en charge du nucléaire) connue sous le nom d'INIR pour Integrated Nuclear Infrastructure Review. A l'issue de cette mission, plusieurs recommandations ont été adressées au gouvernement et aux différentes parties concernées.

En tant qu'autorité réglementaire au sein du CRED, l'agence est concernée principalement par les volets de la sûreté des installations nucléaires et de la

gestion des déchets radioactifs. Dans son plan d'action 2017/2018, elle accorde un intérêt particulier à la préparation des conditions nécessaires pour la ratification de la convention sur la sûreté nucléaire, signée par le Maroc en 1994, et l'élaboration de la stratégie et de la politique nationales de gestion des déchets radioactifs et du combustible usé qui est en cours de finalisation dans le cadre de la concertation nationale et la coopération avec l'AIEA.

Les installations et applications utilisant des rayonnements ionisants en chiffres

D'après les données de l'AMSSNuR, le secteur nucléaire et radiologique compte plus de quatre mille établissements, dont 78% relèvent du secteur médical, 18% opèrent en industrie et le reste sont actifs dans les domaines de l'agriculture, la recherche, la formation et l'enseignement supérieur. Soumis au régime des autorisations, des contrôles et des inspections d'AMSSNuR, l'ensemble de ces entreprises mobilisent plus de cinq mille agents faisant l'objet de suivi de la part de l'agence. Dans le secteur de la santé, pas moins de 900 installations de radiologie conventionnelle et interventionnelle (avec 1 200 appareils-RX) sont tous les jours utilisés au Maroc. Il faut y ajouter près de 2 000 installations de radiologie dentaire (avec 4 000 appareils RX), 24 installations de médecine nucléaire (dont 12 installations de thérapie à l'iode), 25 installations de radiothérapie avec 40 accélérateurs de particules, 1 Gamma-knif et 15 appareils de curiethérapie à haut débit de dose (HDR). En ce qui concerne la santé animale, le Maroc compte à ce jour 15 installations de radiographie vétérinaire. Dans l'industrie, les rayonnements sont utilisés à des fins de contrôle de qualité des processus de fabrication ou de contrôle de sécurité des équipements dans des branches comme la pétrochimie, l'agroalimentaire, la cimenterie, la métallurgie et le câblage. En plus des installations et des activités privées, le Maroc dispose d'un réacteur nucléaire civil -d'une puissance de 2MW- relevant du Centre d'études nucléaires de la Maamora (CENM) et du Centre national de radioprotection (CNR) relevant du ministère de la santé.

قنبلة كوريا الشمالية.. دول العالم تَغلي والمغرب " يركن إلى الصمت



بعدها استيقظ العالم على نبأ إعلان كوريا الشمالية نجاح تجربتها لاختبار أخطر سلاح نووي عبارة عن قنبلة هيدروجينية، أثارت الخطوة زوبعة دولية بين الإدانة والتهديد بالرد العسكري؛ فيما ظل المغرب صامتا في مثل هذه الأحداث.

وكشفت كوريا الشمالية أن القنبلة الهيدروجينية يمكن تحميلها على الصاروخ البالستي العابر للقارات الذي باتت تمتلكه، مشيرة إلى أن مكوناتها صنعت 100% في البلاد، وتسببت اختباراتها في حدوث زلزال شدته 6.3 درجات بالقرب من الموقع الرئيسي الكوري الشمالي للاختبارات؛ على أن قوتها التدميرية تقدر بنحو ألفي ضعف القنبلتين النوويين اللتين ألقيتا على هيروشيما وناكازاكي في اليابان، إبان الحرب العالمية الثانية.

انتفاضة دولية

وخلفت التجربة ردودا قوية من المنتظم الدولي، تندد بالخطوة، وبلغت درجة التهديد بالرد العسكري. كما قال الرئيس الأمريكي، دونالد ترامب، إنه سينظر في "إمكانية مهاجمة" كوريا الشمالية على خلفية إجراء التجربة؛ فيما دخلت دول غربية أخرى على خط التنديد بالاختبار النووي المثير، منها فرنسا وتركيا وألمانيا وكندا وبريطانيا.

منظمات دولية نددت بدورها؛ ففيما يعقد مجلس الأمن الدولي، اليوم الاثنين جلسة عاجلة دعت إليها الولايات المتحدة واليابان وكوريا الجنوبية وبريطانيا وفرنسا لمناقشة الرد على التجربة النووية لكوريا الشمالية، أدانت كل من الأمم

المتحدة والاتحاد الأوروبي والناو والوكالة الدولية للطاقة الذرية الخطوة المرعبة، التي لم تختلف بلاغات وتصريحات متفرقة في وصفها بأنها "انتهاك خطير" و"تزعزع الاستقرار".

لا مصلحة للمغرب

صمت المغرب تجاه الملف المثار بشكل حاد دوليا، نقلته هسبريس إلى عبد الرحيم المنار اسليمي، رئيس المركز الأطلسي للدراسات الإستراتيجية والأمنية، الذي شدد على صعوبة توقع إصدار المملكة لموقف بخصوص التجربة النووية الأخيرة لكوريا الشمالية، لاعتبار "أن جزءا كبيرا من الدول تلتزم الصمت وتتابع ما يجري"، وذلك بداعي وجود "صراع بين القوى المهيمنة في النظام الدولي بأقطابه الجديدة وراء التجارب النووية لكوريا الشمالية".

ورسم اسليمي خريطة تلك الأقطاب جديدة الولادة، متمثلة في قطب "الولايات المتحدة الأمريكية وبريطانيا" و"قطب الاتحاد الأوروبي بقيادة فرنسا وألمانيا"، وقطب "روسيا والصين الداعم لكوريا الشمالية"، مضيفا: "من الطبيعي جدا أن تلتزم مجموعة من الدول الصمت، وضمنها المغرب، لأنها تنتظر أمامها الصورة الكاملة لتطورات النظام الدولي، الذي يعد الاختبار النووي لكوريا الشمالية جزءا جوهريا من الصراعات الجارية داخله".

ويرى الجامعي المغربي أن الدول التي سارعت إلى إصدار بيان تنديدي ضد تجربة كوريا الشمالية "هي الدول التي لها حدود مع هذه الدولة، أو لها مصالح مهددة من خلال هذه التجربة، أو مصلحة مع كوريا الجنوبية واليابان"، مشيرا إلى أن المغرب يوجد خارج خطر التجارب النووية لكوريا الشمالية، وزاد: "حتى فرضية الحرب العالمية بسبب تجارب كوريا الشمالية ضعيفة".

وفيما يستعبد اسليمي وجود مصلحة للمغرب ودول أخرى مماثلة له في التنديد بالتجارب النووية الكورية الشمالية؛ على أن المملكة لها مصالح مع الصين وروسيا والولايات المتحدة الأمريكية والاتحاد الأوروبي، أورد أن "من المفيد جدا الحفاظ على مسافة مع جميع هذا الأقطاب التي تتشكل بصورة جديدة مختلفة عما وقع في العقود الماضية"، ليشير إلى الصعوبة التي وجدتها الدول ذات العضوية الدائمة في مجلس الأمن في إصدار قرار خلال اجتماع اليوم الاثنين، والذي تم تأجيله إلى الأسبوع المقبل.

النووي المغربي

ورغم أن المغرب من ضمن الدول الأعضاء في الوكالة الدولية للطاقة الذرية، التي تتوجه إلى ولوج الطاقة النووية لأغراض سلمية، إلا أنه كشف أنه لا يتوفر على استغلال كبير للمصادر النووية، إذ سبق لوزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة، عبد القادر اعمارة، في حكومة عبد الإله بنكيران السابقة، أن قال إن المغرب لن يعتمد على الطاقة النووية في توقعاته إلا ابتداء من سنة 2030، بغرض "تقليص التبعية الطاقية".

وفي نهاية أكتوبر 2015، قام خبراء الوكالة الدولية للطاقة الذرية، المسماة اختصارا "INIR"، أي "بعثة مراجعة البنية التحتية النووية المتكاملة"، بزيارة همت المنشآت النووية للمملكة، أصدرت عقبها تقريرا وصف بـ"الموضوعي والإيجابي" من قبل الحكومة، التي أكدت أنها تستغل المصادر النووية في الجانب السلمي، خاصة في المجال الطبي والصناعي والبحث العلمي.

وعام 2014، صادق البرلمان المغربي على إحداث الوكالة المغربية للأمن والسلامة في المجالين النووي والإشعاعي، مع إصدار قانون يخص الأمن والسلامة في المجالين؛ على أن الخطوة التشريعية تبقى "ترجمة للالتزامات المغرب تجاه الوكالة الدولية للطاقة الذرية والمجتمع الدولي"، وإحداث وكالة "كسلطة مستقلة تتوفر على الموارد الضرورية للقيام بالترخيص ومراقبة الأنشطة النووية والإشعاعية".

Le Maroc et la Russie signent un accord de coopération militaire



Le Maroc et la Russie ont signé deux importants accords, l'un sur la coopération militaire et l'autre sur le partenariat sécuritaire, a indiqué Saâd-Eddine El Othmani lors de l'ouverture des travaux de la haute commission mixte de coopération, en présence du Premier ministre russe.

La teneur de l'accord militaire n'a pas été précisée, mais une source gouvernementale a indiqué à le360 que l'accord porte sur des aspects variés de la coopération, dans les domaines de la formation, de l'échange d'expériences, de la protection de la propriété intellectuelle militaire ou dans des domaines plus techniques.

Intervenant lors d'un point de presse, donné conjointement avec Saâd-Eddine El Othmani, le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a affirmé qu'il s'agissait de "livraisons de produits militaires russes au Maroc".

Par ailleurs, un accord sur la coopération nucléaire a été signé lors de la réunion de la haute commission maroco-russe, en présence des responsables de l'Agence marocaine de Sûreté et de Sécurité Nucléaires et Radiologiques.

En outre, les deux parties ont signé des accords dans les domaines douanier, agricole, énergétique et des académies diplomatiques des deux pays. Une convention concernant les offices des changes a également été paraphée. Au total, onze accords ont été signés ce mercredi.

A cette occasion, El Othmani et Medvedev ont mis en exergue l'excellence du "partenariat stratégique" entre les deux pays. "Le Maroc est un partenaire stratégique en Afrique et dans le monde arabe", a déclaré Dmitri Medvedev.

El Othmani a, de son côté, souligné que le "Maroc est le premier partenaire commercial de la Russie en Afrique", avec près de 3 milliards d'euros d'échanges commerciaux en 2016.

Pour rappel, le Premier ministre russe, arrivé mardi soir, a été fait mercredi "Docteur Honoris Causa" par l'université Mohammed V de Rabat. L'hôte du Maroc a entamé son séjour par une visite au Mausolée Mohammed V où il a déposé une gerbe de fleurs sur les tombes de feu le roi Mohammed V et feu le roi Hassan II avant de commencer les entretiens en tête-à-tête avec son homologue marocain.

Maroc : L'Agence de sécurité nucléaire tient son deuxième conseil d'administration



Le chef du gouvernement Saâdeddine El Othmani a présidé le conseil d'administration de l'Agence marocaine de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques, le deuxième depuis l'adoption du décret portant création de l'AMSSNUR.

Le Maroc relance ses ambitions nucléaires pacifiques. Le cadre législatif et réglementaire, comme l'exigeait auparavant l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), existe depuis plus de trois ans. Le 18 septembre 2014, le Bulletin officiel publiait un Dahir portant promulgation de la loi 142-12 relative à la sécurité nucléaire et radiologique et à la création de l'Agence marocaine de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques (AMSSNUR). Le 3 septembre 2015, le cabinet Benkirane adoptait un décret sur la création de l'instance, érigée depuis en véritable interlocuteur de l'AIEA. L'AMSSNUR a tenu deux conseils d'administration. Le dernier remonte au mardi 3 octobre sous la présidence de Saâdeddine El Othmani, consacré à «la présentation du bilan des exercices 2016 et 2017 ainsi qu'à l'approbation de son plan d'action 2018 et le budget associé », indique la présidence du gouvernement dans un communiqué. La centrale nucléaire, une addition salée Le chef de l'exécutif a souligné, dans une allocution, « l'importance des utilisations des rayonnements ionisants dans les différents

secteurs socio-économiques et la vie quotidienne des citoyens », ajoute la même source. Néanmoins, le projet de construction d'une centrale nucléaire marocaine risque de prendre du temps avant de voir le jour. Et pour cause, le Maroc n'est pas en mesure financièrement de s'offrir un réacteur nucléaire dont le prix pourrait atteindre des milliards de dollars pour la production d'électricité. A ce montant s'ajoute le budget de la construction de la centrale et surtout le coût de sa maintenance. Une addition trop salée alors que le pays vit depuis des années à l'heure de la rigueur budgétaire. Pour l'instant, l'AIEA accompagne depuis deux ans le royaume dans ses ambitions nucléaires pacifiques. Une mission d'experts de l'Agence s'était d'ailleurs rendue au Maroc en octobre 2015, soit seulement un mois après l'adoption, par le gouvernement Benkirane II, du décret portant création de l'Agence marocaine de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques. De son côté, l'AMSSNUR participe activement aux réunions de l'AIEA. La dernière en date est récente ; c'était à l'occasion de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, tenue à Vienne du 18 au 22 septembre.

الأمن الإشعاعي بالمغرب تحت المساءلة



وجه أساتذة باحثون و أطباء متخصصون في الطب الإشعاعي و فاعلون في المجال أسئلة مؤرقة للمسؤولين عن الوكالة المغربية للأمن و السلامة في المجالين النووي والإشعاعي، عن دور هذه المؤسسة في حماية المواطنين والمهنيين من التأثيرات الإشعاعية، وذلك أثناء اللقاء الذي نظمته الوكالة مع مهنيي القطاع بمراكش، مساء الخميس الماضي.

وتساءل الفاعلون عن الدور الرقابي الذي تمارسه الوكالة على المنشآت النووية و الأجهزة الإشعاعية المستخدمة في المجال الطبي أو الصناعي، بالإضافة إلى التدابير المتخذة من أجل توفير التكوين الضروري للفاعلين في المجال، حتى يتسنى لهم مواكبة التطور الذي يعرفه المجال النووي و الإشعاعي. و من جهته، قال الخمار لمرابط، المدير العام للوكالة إن الرقابة التي تمارسها الوكالة على الفاعلين في المجال ليست رقابة سلبية كما يفهم منها، أي أنها لا تلزم الجهات التي تخضع للرقابة بعقوبات زجرية، إذ أنها تركز في الوقت الراهن على المواكبة وتقديم الدعم والاستشارة الضروريين للفاعلين في المجال النووي و الإشعاعي فقط. وأضاف لمرابط أنه تمت مراقبة 170 منشأة منذ بدء اشتغال الوكالة، كما أنها لم تتوصل بأي شكاية من أي جهة من المؤسسات التي خضعت للمراقبة في احترام المعايير الدولية المعتمدة في هذا المجال. وأشار المتحدث إلى أن هناك طلبات متزايدة على الوكالة بعضها يخص الجامعات المغربية (جامعة محمد

الخامس بالرباط، جامعة الحسن الأول بسطات ثم جامعة ابن طفيل بالقنيطرة)، مضيفا أن هناك مشروعا يجمع الوكالة مع الاتحاد الأوروبي في مجال السلامة وتدابير الضمانات على المستوى الوطني وطرح أطباء مختصون في الطب الإشعاعي منح الإذن باستعمال أجهزة الكشف الطبية، علما أن درايتهم بالمجال الإشعاعي محدودة مقارنة بأصحاب التخصص، وهو ما اعتبره المسؤولون بالوكالة لا يندرج في مجال تخصصهم، وأن المصالح التابعة لوزارة الصحة هي التي تمنح الترخيص باستعمال تلك الأجهزة، وأنها وحدها تتحمل مسؤولية الأمر وتحدث المتدخلون العاملون بالوكالة عن التدابير المعتمدة للحد من التأثيرات النووية والإشعاعية بتطبيق القانون 12/142 وكذا التأثير على المجال البيئي، بالإضافة إلى التخطيطات والاستراتيجية الوطنية من أجل الحماية من تأثيرات الإشعاعات، وتكوين المهنيين في المجال، ثم التعاون مع عدد من المصالح الوزارية والهيآت المختصة لحماية المواطنين والمهنيين. وانتقد عدد من الفاعلين عدم توفر المغرب على معامل لتدبير النفايات النووية، اللهم معمل المعمورة الذي يبقى غير كاف مقارنة بالكميات المهمة التي تنتج عن الاستعمالات النووية والإشعاعية، وهو ما رد عليه المسؤولون بالوكالة، بأن إيجاد معامل لهذا الغرض مسألة ملحة، مضيفين أن الوكالة بصدد تهيئ الاستراتيجية الوطنية لتدبير النفايات والتي ستكون جاهزة في غضون الأشهر المقبلة ويتم طرحها على سعد الدين العثماني رئيس الحكومة.